

26 MARS 1971

Loi sur la protection des eaux souterraines

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A nous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

« eau souterraine », toute eau qui n'appartient pas au réseau hydrographique, et par assimilation toute eau contenue dans des conduits d'adduction et destinée à l'alimentation;

« zone de captage », l'aire géographique délimitée conformément à l'article 2, 1, dans laquelle sont ou seront implantés les ouvrages et installations destinés au prélèvement et au stockage des eaux souterraines utilisées ou susceptibles d'être utilisées en ordre principal pour la distribution d'eau alimentaire;

« zone de protection », l'aire géographique délimitée conformément à l'article 2, 1, et destinée à prémunir contre tout risque d'altération les eaux souterraines de la zone de captage ainsi que les eaux contenues dans les conduits d'adduction et destinées à l'alimentation.

Art. 2. Dans l'intérêt de la santé publique, le Roi peut, sur avis d'un Conseil supérieur des distributions d'eau créé par Lui, prendre des mesures destinées à protéger les eaux souterraines en vue de leur utilisation éventuelle à des fins alimentaire et domestique.

Dans ce but, il peut notamment :

1. délimiter pour cause d'utilité publique des zones de captage et des zones de protection des eaux souterraines;

2. dans ces zones, interdire, réglementer ou soumettre à autorisation :

a) le transport, l'entreposage, le dépôt, l'évacuation, l'enfouissement, le rejet, le déversement et l'épandage de matières susceptibles d'altérer les eaux souterraines;

b) les travaux, installations, ouvrages et activités ainsi que les modifications du sol et du sous-sol qui peuvent constituer une cause ou un risque d'altération des eaux souterraines;

3. en dehors des zones de captage et des zones de protection, interdire, réglementer ou soumettre à autorisation, le déversement ou le dépôt direct ou indirect sur le sol et dans le sol de matières qu'il déclare susceptibles d'altérer les eaux souterraines.

Art. 3. Dans les zones de captage et dans les zones de protection délimitées en vertu de l'article 2, 1, la protection des eaux souterraines est assurée par l'exploitant.

Moyennant l'autorisation du Roi, l'exploitant peut, conformément aux lois régissant les expropriations pour compte de l'Etat, poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles indispensables à la réalisation des objectifs de la présente loi.

(1) Session 1967-1968.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 167.

Session 1969-1970.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 627. — Amendement, n° 662.

Session 1970-1971.

Sénat.

Documents parlementaires. — Amendements, n° 7, 27, 31, 34. — Projet amendé par la Chambre des représentants, n° 279. — Rapport, n° 327.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séances des 21, 22 et 27 octobre 1970 et 24 mars 1971.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 779-1. — Rapport, n° 779-2.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 18 février 1971.

26 MAART 1971

Wet op de bescherming van het grondwater

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

« grondwater », alle water dat niet tot het hydrografisch net behoort, en bij gelijkstelling daarmede, alle water in de toevoerleidingen voor de drinkwatervoorziening;

« waterwingebied », het overeenkomstig artikel 2, 1, afgebakend geografisch gebied waar gevestigd zijn of zullen worden de kunstwerken en inrichtingen voor het winnen en vergaren van grondwater, die hoofdzakelijk worden aangewend of aanwendbaar zijn voor de drinkwatervoorziening;

« beschermingszone », het geografisch gebied dat overeenkomstig artikel 2, 1, is afgebakend om het grondwater van het waterwingebied evenals het in de toevoerleidingen bevatte en voor de voeding bestemde water tegen alle gevaar van bederf te vrijwaren.

Art. 2. In het belang van de volksgezondheid kan de Koning, op advies van een door Hem ingestelde Hoge Raad voor de waterleidingen, maatregelen nemen om het grondwater te beschermen met het oog op het eventuele gebruik ervan voor voedings- en huishoudelijke doeleinden.

Daartoe kan hij met name :

1. om reden van openbaar nut, waterwingebieden en zones voor de bescherming van het grondwater afbakenen;

2. in die gebieden en zones verbieden, reglementeren of aan vergunning onderwerpen :

a) het vervoeren, opslaan, deponeren, afvoeren, bedelven, uitstorten, lozen en uitstrooien van stoffen die het grondwater kunnen doen bederven;

b) de werken, inrichtingen, kunstwerken en werkzaamheden, alsmede de wijzigingen in de grond of de ondergrond die een oorzaak van of een gevaar voor bederf van het grondwater kunnen zijn;

3. buiten de waterwingebieden en de beschermingszones verbieden, reglementeren of aan vergunning onderwerpen, het op of in de grond lozen of rechtstreeks of onrechtstreeks deponeren van stoffen waarvan Hij verklaart dat zij het grondwater kunnen doen bederven.

Art. 3. In de waterwingebieden en in de op grond van artikel 2, 1, afgebakende beschermingszones is de exploitant belast met de bescherming van het grondwater.

Met vergunning van de Koning kan de exploitant, overeenkomstig de wetten op de onteigeningen voor rekening van de Staat, de onteigening te algemene nutte van de voor de uitvoering van deze wet onontbeerlijke onroerende goederen vorderen.

(1) Zitting 1967-1968.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 167.

Zitting 1969-1970.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 627. — Amendement, nr. 662.

Zitting 1970-1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nrs. 7, 27, 31, 34. — Ontwerp door de Kamer van volksvertegenwoordigers, geamendeerd, nr. 279. — Verslag, nr. 327.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergaderingen van 21, 22 en 27 oktober 1970 en 24 maart 1971.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp door de Senaat overgezonden, nr. 779-1. — Verslag, nr. 779-2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 18 februari 1971.

Ces expropriations peuvent avoir lieu à l'intervention des comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, dont les fonctionnaires auront qualité pour passer les actes, exercer les poursuites et diriger les procédures d'expropriation au nom de l'exploitant.

Art. 4. § 1er. Le Roi, après avis du Conseil supérieur des distributions d'eau, arrête les modalités et fixe les délais d'introduction et d'instruction des demandes d'autorisation en application des arrêtés pris en exécution de l'article 2, 2 et 3.

§ 2. Le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions statue sur ces demandes en motivant son refus ou en précisant les conditions imposées dans chaque cas particulier.

La décision ne devient définitive qu'après qu'il a été constaté que les conditions imposées sont respectées. Les modalités et les délais de cette constatation sont déterminés par le Roi.

Si ces conditions ne sont pas respectées, le Ministre, par décision motivée, peut suspendre ou retirer l'autorisation et, le cas échéant, imposer des conditions nouvelles.

Art. 5. § 1er. Le Roi détermine :

1. les modalités et délais de l'enquête publique, en particulier la procédure d'introduction et d'instruction des réclamations relatives à l'établissement et à la délimitation des zones de captage et des zones de protection;

2. les autorités chargées de l'enquête et de l'instruction des réclamations introduites.

§ 2. La délimitation d'une zone de captage ou d'une zone de protection est fixée après enquête publique, par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 3. Le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions statue sur les réclamations.

Art. 6. Les dommages directs et matériels subis par le propriétaire ou l'exploitant et résultant d'une mesure prise en exécution de l'article 2, 2, sont réparés aux frais du bénéficiaire de la protection.

Le droit à réparation naît dès le moment de l'ouverture de l'enquête publique visée à l'article 5. Il s'applique aux travaux, installations ou ouvrages existants qui doivent subir des modifications ou doivent être supprimés ainsi qu'aux activités qui doivent être arrêtées, réduites ou reconverties.

Il en est de même si des travaux, installations ou ouvrages dûment autorisés en application de l'article 2, 2, doivent être ultérieurement supprimés ou modifiés, ou encore si des activités doivent, dans le même cas, être arrêtées, réduites ou reconverties en vertu d'une décision de l'autorité compétente.

L'action en réparation des dommages visés au présent article se prescrit par cinq ans, à dater selon le cas, de l'ouverture de l'enquête publique, dans les cas prévus à l'alinéa 2, ou de la décision de l'autorité compétente visée à l'alinéa 3.

Si au moment du dommage il n'y a pas de bénéficiaire de la protection, l'indemnité de réparation est à charge de l'Etat, lequel pourra la récupérer auprès de celui qui deviendrait ultérieurement bénéficiaire de cette protection.

En cas de procédure judiciaire, l'indemnité fixée par le tribunal est exigible nonobstant appel éventuel.

Art. 7. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les agents désignés à cette fin par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions, ont compétence pour rechercher et constater les infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci. Les procès-verbaux qu'ils établissent font foi jusqu'à preuve contraire. Copie en est notifiée aux contrevenants dans les sept jours de la constatation.

Ils peuvent pénétrer de jour et de nuit dans les établissements ou installations — à l'exclusion des locaux destinés à l'habitation — lorsqu'ils ont des raisons de croire qu'il s'y commet une infraction à la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution.

S'il existe des indices suffisants pour présumer qu'une telle infraction se commet dans des locaux destinés à l'habitation, il peut être procédé à la visite domiciliaire par deux de ces agents agissant en vertu d'une autorisation du juge au tribunal de police.

Deze onteigeningen kunnen geschieden door afdoen van de comités voor de aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, waarvan de ambtenaren bevoegd zullen zijn om in naam van de exploitant akten te verlijden, alsook rechtsvervolgingen en onteigeningsprocedures in te stellen.

Art. 4. § 1. De Koning bepaalt, na ingewonnen advies van de Hoge Raad voor de waterleidingen, de wijze waarop en de termijnen waarbinnen de aanvragen om vergunning ter uitvoering van de krachtens artikel 2, 2 en 3, genomen besluiten, worden ingediend en onderzocht.

§ 2. De Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, beslist op deze aanvragen waarbij hij in ieder afzonderlijk geval zijn weigering motiveert of de opgelegde voorwaarden nader bepaalt.

De beslissing wordt slechts definitief wanneer is vastgesteld dat de opgelegde voorwaarden zijn nagekomen. De Koning bepaalt de bijzonderheden en de termijnen van die vaststelling.

Indien deze voorwaarden niet worden nagekomen kan de Minister, bij een met redenen omklede beslissing, de vergunning opschorten of intrekken en in voorkomende gevallen nieuwe voorwaarden opleggen.

Art. 5. § 1. De Koning bepaalt :

1. de bijzonderheden en termijnen van het openbaar onderzoek, in het bijzonder de procedure van indiening en behandeling van de bezwaren betreffende de vaststelling en de afbakening van de waterwingebieden en de beschermingszones;

2. welke autoriteiten met het onderzoek en de behandeling van de ingediende bezwaren belast worden.

§ 2. De afbakening van een waterwingebied of een beschermingszone geschiedt, na een openbaar onderzoek, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, beslist op de bezwaren.

Art. 6. De rechtstreekse materiële schade die door de eigenaar of de exploitant is geleden ten gevolge van een ter uitvoering van artikel 2, 2, genomen maatregel wordt vergoed ten laste van degene aan wie de bescherming ten goede komt.

Het recht op vergoeding ontstaat vanaf het ogenblik dat het in het artikel 5 bepaalde openbaar onderzoek wordt ingesteld. Het geldt voor bestaande werken, inrichtingen of kunstwerken die moeten worden veranderd of afgeschaft, evenals voor werkzaamheden die moeten worden stopgezet, beperkt of omgeschakeld.

Dit is eveneens het geval indien werken, inrichtingen of kunstwerken, waarvoor met toepassing van artikel 2, 2, een regelmatige vergunning is verleend, naderhand moeten worden afgeschaft of veranderd of indien werkzaamheden in dezelfde omstandigheden moeten worden stopgezet, beperkt of omgeschakeld krachtens een beslissing van de bevoegde overheid.

De in dit artikel bepaalde vordering tot schadevergoeding verjaart na verloop van vijf jaar te rekenen, al naar het geval, vanaf de instelling van het openbaar onderzoek voor de in het tweede lid bepaalde gevallen, of vanaf de beslissing van de in het derde lid bedoelde bevoegde overheid.

Indien de bescherming bij het ontstaan van de schade aan niemand ten goede komt, komt de vergoeding ten laste van de Staat, die ze kan verhalen op degene aan wie die bescherming later ten goede mocht komen.

In geval van gerechtelijke procedure is de door de rechtbank vastgestelde vergoeding opeisbaar niettegenstaande eventueel hoger beroep.

Art. 7. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de ambtenaren die daartoe worden aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, gerechtigd om de overtredingen van deze wet en van dezer uitvoeringsbesluiten op te sporen en vast te stellen. Hun processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift ervan wordt aan de overtreders betekend binnen zeven dagen na de vaststelling.

Zij hebben bij dag en bij nacht toegang tot alle instellingen of inrichtingen — woongelegenheden uitgezonderd — als ze redenen hebben om aan te nemen dat deze wet of haar uitvoeringsbesluiten worden overtreden.

Indien er voldoende aanwijzingen zijn om te vermoeden dat een dergelijke overtreding in woongelegenheden wordt begaan, mag door twee van die ambtenaren huiszoeking worden gedaan krachtens een machtiging van de rechter van de politierechtbank.

Art. 8. Les agents désignés conformément à l'article 7 prélèvent ou font prélever des échantillons de substances susceptibles de rendre ou présumées avoir rendu les eaux protégées impropres aux usages alimentaire et domestique.

A la demande de l'exploitant d'un captage, ces agents peuvent prélever ou faire prélever des échantillons du sol lorsqu'il est présumé que celui-ci recèle des substances telles que celles visées à l'article précédent. Il est dressé procès-verbal de ce prélèvement d'échantillons, dont copie est transmise à l'auteur présumé de l'infraction.

L'analyse des échantillons est effectuée par un laboratoire de l'Etat ou par un laboratoire agréé à cette fin par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions.

Le Roi fixe, en veillant à préserver les droits de la défense, les modalités, selon lesquelles sont opérés les prélèvements, les règles de la procédure d'agrément ainsi que le modèle du protocole des analyses. Il peut également fixer les méthodes d'analyse.

Art. 9. Les agents désignés conformément à l'article 7 peuvent rendre provisoirement l'utilisation d'installations et d'appareils non par leur constitution ou leur comportement défectueux, ne sont pas en état de fonctionner de manière conforme à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci, y apposer les sceaux et prendre à leur égard toutes les mesures urgentes que la situation commande dans l'intérêt de la santé publique.

Ces mesures cessent d'avoir effet à l'expiration d'un délai de quinze jours si, dans le cours de celui-ci, elles n'ont pas été ratifiées; les utilisateurs préalablement entendus ou appelés par le Ministre de la Santé publique ou le fonctionnaire qu'il a délégué.

Les décisions de ratification sont notifiées sans délai, par pli recommandé, aux utilisateurs des installations et des appareils.

Un recours auprès du Roi est ouvert à tout intéressé contre les décisions de ratification. Le Roi fixe les modalités et délais de ce recours; celui-ci n'est pas suspensif.

Art. 10. Les agents désignés conformément à l'article 7 peuvent requérir l'assistance des autorités communales pour l'accomplissement de leur mission. Ils peuvent aussi requérir ces autorités de prendre les mesures urgentes qui s'imposent lorsque des eaux souterraines sont ou deviennent impropres aux usages alimentaire et domestique.

En cas de carence des autorités communales ou lorsque le moindre retard est susceptible d'occasionner un dommage grave à la santé publique, les agents désignés conformément à l'article 7 prennent les mesures appropriées ou font procéder aux réquisitions nécessaires.

Ils en informent immédiatement le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions ainsi que le gouverneur de la province.

L'exécution de ces réquisitions est assurée sur-le-champ à l'intervention soit du gouverneur de province, soit du commissaire d'arrondissement du ressort.

Ces mesures cessent d'avoir effet à l'expiration d'un délai de trente jours si, dans le cours de celui-ci, elles n'ont pas été confirmées par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions ou par le fonctionnaire dirigeant délégué par lui, les personnes touchées par ces mesures préalablement entendues ou appelées.

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des peines établies par le Code pénal ou par d'autres lois, est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six à cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement :

1. celui qui n'étant pas titulaire d'une autorisation pose des actes ou accomplit des activités assujettis à autorisation préalable;
2. celui qui pose des actes ou accomplit des activités interdits en application de la loi;
3. celui qui, par négligence ou défaut de prévoyance dans l'utilisation de biens meubles ou immeubles, est cause d'une altération des eaux souterraines les rendant impropres aux usages alimentaire et domestique;
4. celui qui se refuse ou s'oppose aux visites, à la prise d'échantillons ou aux mesures prévues par les articles 9 et 10.

§ 2. Les peines peuvent être portées au double si une nouvelle infraction est commise dans les deux années à dater d'un jugement devenu définitif portant condamnation pour l'une des infractions visées à cet article.

Art. 2. De overeenkomstig artikel 7 aangewezen ambtenaren nemen monsters of doen monsters nemen van stoffen die de beschermde waters ongeschikt kunnen maken of vermoed worden te ongeschikt te hebben gemaakt voor voedings- en huishoudelijke doeleinden.

Op verzoek van de exploitant van een watervang kunnen die ambtenaren monsters van de bodem nemen of doen nemen, wanneer wordt vermoed dat deze stoffen als bedoeld in het vorige lid bevat. Van die monsterneming wordt proces-verbaal opgemaakt, waarvan een afschrift aan de vermoedelijke dader van de overtreding wordt toegezonden.

De ontleding van de monsters wordt verricht door een rijkslaboratorium of door een laboratorium dat daartoe is erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort.

De Koning bepaalt, onder vrijwaring van de rechten van de verdediging, de wijze waarop de monsters worden genomen, de regels van de procedure van erkenning evenals het model van het protocol van de ontledingen. Hij kan eveneens de ontledingsmethoden vaststellen.

Art. 3. De overeenkomstig artikel 7 aangewezen ambtenaren kunnen voorlopig het gebruik verbieden van inrichtingen en toestellen die wegens hun bouw of gebrekkige werking niet overeenkomstig deze wet en de besluiten tot uitvoering ervan kunnen functioneren; zij kunnen die inrichtingen en toestellen verzegelen en alle spoedmaatregelen nemen die in de gegeven omstandigheden noodzakelijk zijn in het belang van de volksgezondheid.

Deze maatregelen houden op gevolg te hebben na verloop van vijftien dagen, indien ze binnen deze termijn, de gebruikers vooraf gehoord of opgeroepen, niet bekrachtigd zijn door de Minister van Volksgezondheid of door de ambtenaar die hij heeft afgevaardigd.

De beslissingen van bekrachtiging worden onverwijld in aangezekende omslag betekend aan de gebruikers van de inrichtingen en toestellen.

Tegen de beslissingen van bekrachtiging kan iedere belanghebbende beroep bij de Koning instellen. De Koning bepaalt de regels en de termijnen van dit beroep, dat niet opschortend is.

Art. 10. De overeenkomstig artikel 7 aangewezen ambtenaren kunnen voor de vervulling van hun opdracht de bijstand van de gemeentelijke overheid vorderen. Zij kunnen die overheid eveneens verzoeken om de vereiste dringende maatregelen te nemen wanneer grondwater ongeschikt is of wordt voor voedings- of huishoudelijke doeleinden.

Indien de gemeentelijke overheid in gebreke blijft of wanneer de minste vertraging ernstige schade voor de volksgezondheid kan veroorzaken, nemen de overeenkomstig artikel 7 aangewezen ambtenaren de passende maatregelen of doen ze de nodige opeisingen verrichten.

Zij geven hiervan onmiddellijk kennis aan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, alsmede aan de gouverneur van de provincie.

Deze opeisingen worden onmiddellijk uitgevoerd door toedoen van de gouverneur van de provincie of van de arrondissements-commissaris van het gebied.

Deze maatregelen houden op gevolg te hebben na verloop van dertig dagen, indien ze binnen deze termijn niet bevestigd zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort of door de leidende ambtenaar die door hem is afgevaardigd, nadat de door deze maatregelen getroffen personen vooraf zijn gehoord of opgeroepen.

Art. 11. § 1. Onverminderd de toepassing van de bij het Strafwetboek of bij andere wetten bepaalde straffen, wordt met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zeventwintig tot vijfduizend frank, of met een van die straffen alleen, gestraft :

1. hij die niet in het bezit is van een vergunning en handelingen of werkzaamheden verricht waarvoor een voorafgaande vergunning vereist is;
2. hij die handelingen of werkzaamheden verricht die verboden zijn met toepassing van de wet;
3. hij die wegens nalatigheid of gebrek aan vooruitzicht bij het gebruik van roerende of onroerende goederen, oorzaak is van bederf van het grondwater, zodat het ongeschikt wordt voor voedings- en huishoudelijke doeleinden;
4. hij die zich niet leent tot of zich verzet tegen de inspecties, de monsternemingen of de in artikelen 9 en 10 bepaalde maatregelen.

§ 2. De straffen kunnen worden verdubbeld indien een nieuwe overtreding wordt begaan binnen twee jaar na een onherroepelijk geworden vonnis tot veroordeling wegens een der in dit artikel bepaalde overtredingen.

§ 3. Toutes les dispositions du Livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII, ni de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

§ 4. Le juge peut ordonner la démolition des installations et ouvrages édifiés en infraction aux dispositions prises en application de la présente loi. Il peut de même ordonner la remise des lieux dans leur état primitif.

A défaut par le condamné d'exécuter le jugement dans le délai imparti, il y sera procédé d'office à ses risques et frais à l'intervention du Ministre qui a la santé publique dans ses attributions.

Dans ce cas, celui-ci a le droit de vendre les matériaux et objets provenant de la remise en état des lieux, de les transporter, de les entreposer ou de procéder à leur destruction en un lieu qu'il choisit. Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de la vente des matériaux et objets, sur présentation d'un état, taxé et rendu exécutoire par le juge des saisies.

§ 5. Les sociétés sont civilement responsables des condamnations pécuniaires et confiscations prononcées contre leurs organes ou préposés pour infraction aux dispositions du présent article.

Ces sociétés pourront être citées devant la juridiction répressive.

Art. 12. Les dispositions de cette loi entrent en vigueur aux dates fixées par le Roi et au plus tard trois ans après la publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 1971.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,

L. NAMECHE

Vu et scellé du sceau de l'Etat ;
Pour le Ministre de la Justice, absent :
Le Ministre de la Famille et du Logement,

G. BREYNE

23 MARS 1971. — Arrêté royal portant nomination de membres près le collège de jurisprudence médico-légale de l'Office médico-légal.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1954 réorganisant l'Office médico-légal, notamment son article 7, modifié par l'arrêté royal du 9 juin 1970;

Vu l'arrêté royal du 3 décembre 1970 portant nomination des membres du collège de jurisprudence médico-légale de l'Office médico-légal;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 3 décembre 1970 est modifié comme suit :

Sont nommés :

En qualité de membre effectif :

Lahaye, Dirk, docteur en médecine, chirurgie et accouchement, lecteur près la Faculté de médecine de la « Katholieke Universiteit te Leuven », en remplacement du professeur Van de Voorde, Herman;

§ 3. Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de in deze wet bepaalde misdrijven.

§ 4. De rechter kan de slooping bevelen van de inrichtingen en kunstwerken die tot stand zijn gebracht met overtreding van de ter uitvoering van deze wet gegeven voorschriften. Hij kan eveneens bevelen de plaatsen in hun vroegere staat te herstellen.

Indien de veroordeelde het vonnis niet binnen de gestelde tijd ten uitvoer legt, geschiedt dit van ambtswege, op zijn kosten en risico, door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort.

In dat geval heeft deze het recht de materialen en voorwerpen afkomstig van het herstel van de plaatsen in hun vroegere toestand te verkopen, te vervoeren, op te slaan of te vernietigen op een plaats die hij uitkiest. De veroordeelde is ertoe gehouden alle uitvoeringskosten, verminderd met de opbrengst van de verkoop der materialen en voorwerpen, te vergoeden op vertoon van een staat begroot en inwordebaar verklaard door de beslagrechter.

§ 5. De vennootschappen zijn burgerlijk aansprakelijk voor veroordelingen tot geldboeten en verbeurdverklaringen uitgesproken tegen hun organen of aangestelden wegens overtreding van de bepalingen van dit artikel.

Die vennootschappen kunnen voor de strafrechtbank worden gedagvaard.

Art. 12. De bepalingen van deze wet treden in werking op de data die de Koning bepaalt en uiterlijk drie jaar na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet ag. Bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 maart 1971.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van het Gezin en van de Huisvesting,

23 MAART 1971. — Koninklijk besluit houdende benoeming van leden van het college van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1954 tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst, inzonderheid artikel 7, gewijzigd bij koninklijk besluit van 9 juni 1970;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 1970 houdende benoeming van de leden van het college van gerechtelijk geneeskundige rechtspraak van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 december 1970 wordt gewijzigd als volgt :

Worden benoemd :

Als werkend lid :

Lahaye, Dirk, dokter in de geneee, heel- en verloskunde, lector aan de Faculteit der geneeskunde van de Katholieke Universiteit te Leuven, ter vervanging van de professor Van de Voorde, Herman;